

# ramses 2023

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



## L'EUROPE DANS LA GUERRE

- L'EUROPE AU DÉFI
- LA GUERRE EST LÀ : ENJEUX, MOYENS
- ORDRES ET DÉSORDRES AFRICAINS

DUNOD

# Mali, année zéro

## Déstructuration interne et externe



La série de coups d'État intervenue au Mali signe l'échec du pouvoir civil à reprendre le contrôle de son propre territoire. Mais les juntes successives ne donnent nullement aux Forces armées maliennes l'efficacité requise : ces dernières sont, au contraire, un élément central du problème. Le dernier coup d'État a confirmé un revirement diplomatique symbolisé par l'appel au groupe russe Wagner. Défiance régionale et oppositions internes à la société malienne se mêlent en un composé dangereux.

**L**e conflit au Mali a maintenant dix ans : il a fait plus de 12 000 victimes et connaît une nette détérioration depuis 2017, tant en nombre d'attaques que de victimes. Fin avril 2022, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) décomptait 370 548 déplacés internes et estimait qu'à l'horizon d'août 2022 1,8 million de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire. Si le conflit a d'abord touché les trois régions du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal), il s'est progressivement diffusé au centre du pays, dans la région de Ségou, et surtout celle de Mopti, qui est devenue ces deux dernières années la région la plus affectée.

Parler de conflit au singulier est d'ailleurs discutable, tant se sont multipliés en dix ans les acteurs de la violence. Plusieurs conflits se développent sur le territoire malien, la lutte contre le terrorisme n'étant que l'un d'eux. Insurrections, conflits communautaires, révolution sociale violente se déroulent de manière concomitante, parfois s'hybrident. Même le camp terroriste (on préférera ici<sup>1</sup> le terme de « salafistes-djihadistes ») est hétérogène, les deux plus grands acteurs – le Groupe pour la protection de l'islam et des musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda, et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) – étant en conflit.

L'évolution du conflit tient d'abord à la faiblesse de l'appareil sécuritaire malien, en particulier de l'armée. Faiblesse au combat, corruption, tensions internes, faillite à la mission de protection des civils, violence contre ces mêmes civils : l'armée est l'un des éléments de l'aggravation de la situation. Face à la défaillance de l'État, une partie des populations se trouve dans un état de dérégulation. Cet état de fait a produit des contestations importantes du pouvoir et conduit en 2012, 2020 et 2021 à des coups d'État – au nombre de cinq depuis l'indépendance, et près de 25 années avec un militaire à la tête de l'État. L'interventionnisme de

1. On qualifie ainsi le but politique plus que le mode d'action, dont certaines dimensions (assassinat de civils désarmés, racket, viols) peuvent être partagées par d'autres belligérants, y compris les forces armées.

l'armée dans le champ politique est ici sinon une permanence du moins une rémanence forte.

Depuis le coup d'État de 2020, justifié par la mauvaise gouvernance et les médiocres résultats sécuritaires du président Ibrahim Boubacar Keïta, dit « IBK » (2013-2020), la junte parle de « montée en puissance » des forces armées, mais le nombre d'attaques et de victimes n'a pourtant pas diminué. Le Mali reste sur une trajectoire de dégradation, et des présences djihadistes sont désormais avérées dans le sud et l'ouest du pays. Le deuxième coup d'État enclenche quant à lui un net virage diplomatique, puisque le Mali s'éloigne de son partenaire de sécurité principal, la France, et s'isole progressivement, ne trouvant comme partenaire de remplacement qu'une société militaire privée russe : Wagner. Les autorités ont développé un discours ultra-nationaliste pour galvaniser la population et éloigner son regard des errances diplomatique et sécuritaire.

### Armée malienne : une « montée en puissance » ?

Lorsque quatre mouvements armés se lèvent en janvier 2012 au nord du pays contre l'État central, l'armée malienne est vite en grande difficulté, avant de s'effondrer après le coup d'État à Bamako, où des hommes de troupe encadrés de quelques officiers subalternes, prennent d'assaut la présidence malienne. Le président Amadou Toumani Touré s'échappe prestement en taxi de Koulouba, avant d'être exfiltré au Sénégal. Le plus gradé de ces officiers, le capitaine Amadou Haya Sanogo, professeur d'anglais au Prytanée militaire de Kati, devient président du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDRE) et chef de l'État. Les putschistes expriment de nombreux griefs contre le pouvoir en place et la haute hiérarchie militaire (népotisme, détournements, voire commerce coupable avec le camp d'en face), et plus largement contre le contexte de dénuement matériel et de faillite logistique dans lequel on envoie les soldats combattre.

Au pouvoir, la junte menée par le capitaine Sanogo ne réussit qu'à accélérer la débâcle militaire au Nord : une retraite sans honneur où l'on laisse armes et véhicules à l'ennemi et où un pont aérien doit être organisé en hâte pour évacuer la troupe vers les pays voisins. Sous pression de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la junte accepte de céder le pouvoir aux civils après quelques mois.

Après l'opération Serval et en dépit de la mise en place d'une formation de la European Union Training Mission (EUTM) à compter de 2013, ainsi que de la coopération avec l'armée française dans le cadre de l'opération Barkhane (2014-2022), les Forces armées maliennes (FAMa) ne brillent guère par leur efficacité. Les exemples sont nombreux, mais le plus symbolique fut, en septembre 2018, le repli obligé du Quartier général de la Force conjointe du G5-Sahel, initialement sis au centre, à Sévaré, vers la capitale Bamako, pour des raisons de sécurité (attaque terroriste subie en juin 2018). La Force conjointe, et d'abord ses membres issus des FAMa, n'arrivait donc pas à se sécuriser elle-même, alors qu'elle devait être le fer de lance de la reconquête des espaces frontaliers délaissés : l'augure n'était pas excellent.

Les faiblesses structurelles des FAMA sont largement documentées : sous-équipement chronique, sous-dotation en munitions, problèmes logistiques multiples (essence, prise en charge des blessés...), importante corruption de l'appareil militaire : une partie de la haute hiérarchie puise dans les budgets, trempe parfois dans les trafics, quand les officiers subalternes peuvent parfois revendre munitions, armes et nourriture, jusqu'aux adversaires. Des vidéos fuitant sur les réseaux sociaux montrent une très luxueuse fête d'anniversaire du directeur général de la sécurité d'État. À l'Assemblée nationale, c'est le propre fils du président, Karim Keïta, qui préside la commission de la Défense. Des soupçons de surfacturation planent sur certains contrats d'armement. Cette « ambiance » contribue à fragiliser la confiance de la troupe en sa hiérarchie, et plus largement dans les autorités. La promotion plus rapide des officiers « fils à papa », qui ont fait carrière dans les bureaux à Bamako au détriment d'officiers plus aguerris, crée un autre malaise.

La coupure qui sépare les FAMA de certaines composantes de la société – en particulier les communautés peules et touarègues – est un facteur d'aggravation du conflit. Adoptant une lecture ethnique de la société malienne, certains officiers supérieurs englobaient hier les Touaregs dans la catégorie « rebelles », comme ils voient aujourd'hui la communauté peule comme un tout indifférencié proche des « terroristes ». Si le regard vis-à-vis des Touaregs a légèrement évolué avec l'intégration d'unités composées d'éléments de cette communauté, la méfiance de l'institution militaire vis-à-vis de la communauté peule reste, en revanche, importante. Les FAMA se livrent à des exactions et s'appuient localement sur les milices d'autres communautés (notamment dogon) au centre du Mali, avant d'être parfois débordées par elles – comme elles le faisaient lors de la rébellion touarègue des années 1990 en soutenant la milice songhaï (Ganda Koy).

La junte qui a pris le pouvoir en août 2020, comme sa consœur burkinabée installée en janvier 2022, a justifié son geste par les piètres résultats sécuritaires du pouvoir civil, vilipendé pour sa mollesse et sa corruption, tant matérielle que morale. Le quarteron d'officiers maliens (outre Assimi Goïta, les autres figures militaires de cette junte sont Sadio Camara, Malick Diaw et Ismaël Wagué) et les civils qui ont rallié son pouvoir de transition insistent depuis lors sur la « montée en puissance » de l'armée malienne, qui serait le gage de leur plus-value au regard du pouvoir civil renversé.

Leur narratif s'appuie sur des éléments concrets : une augmentation des effectifs, une amélioration de l'équipement<sup>2</sup> et la création de nouvelles unités (Unités légères de reconnaissance et d'intervention [ULRI], Unités spéciales antiterroristes [USAT] ou Guetteurs aériens tactiques avancés [GATA]). Mais toutes ces évolutions avaient été enclenchées et largement mises en œuvre pendant la période IBK. Même les hélicoptères russes reçus avec force communication à l'automne 2021 par les autorités maliennes avaient été commandés pendant la période IBK.

---

2. « Mali : l'armée réceptionne de nouveaux équipements de combat de la Russie », Agence Ecofin, 19 avril 2022.

## Une « wagnérisation » des esprits

Une évolution sécuritaire qui n'est pas positive, des éléments de renforcement de l'armée plutôt hérités de la période civile qui a précédé, une rupture brutale avec le premier partenaire de sécurité du pays (Paris) : les putschistes doivent forcer un peu le réel pour faire adhérer la population à leur narratif. Un narratif ponctué de « combativité nouvelle », « d'honneur retrouvé » « de deuxième indépendance vis-à-vis de la France », etc. Il est indéniable toutefois que l'armée malienne connaît depuis un an un nouvel élan. Pour Rahmane Idrissa, cet allant témoigne d'un retour à une technique de conflit difficilement praticable lorsque les Français étaient là : cibler non seulement les groupes djihadistes mais aussi les communautés ou localité d'où ils sont majoritairement originaires.

La nouvelle comptabilité officielle des « djihadistes » abattus fait de moins en moins la différence entre les combattants et ceux qui sont soupçonnés de l'être. Ce nouveau pli a été particulièrement visible lors des événements de Moura (région de Mopti). Fin mars 2022, sur la foi d'informations jugées crédibles faisant état de la présence de leaders de la Katiba Macina, composante locale du GSIM, les FAMA encerclent la localité pendant plusieurs jours et vont rechercher les djihadistes et en exécuter un grand nombre. Les autorités maliennes parlent de 200 djihadistes tués, mais des témoignages locaux recueillis par des journalistes et des organisations non gouvernementales des droits de l'homme évoquent jusqu'à 400 morts, des corps calcinés, des charniers. S'il est indiscutable que des djihadistes se trouvaient dans la localité et que certains ont été éliminés par les FAMA – les exécutions sommaires en lieu et place d'arrestations et de traitement judiciaire posant déjà question –, une majorité des victimes n'étaient, selon les témoignages, pas des djihadistes.

Ces actes de terreur de la part de militaires maliens, présentés comme l'une des preuves les plus manifestes de leur « montée en puissance » dans le centre du pays, permettront-ils d'inverser le rapport de force ? C'est en tout cas la nouvelle logique de la lutte antiterroriste malienne.

Cette évolution de doctrine se met en place dans un contexte de changement d'alliance : au départ des forces françaises coïncide l'arrivée au Mali d'un nouveau partenaire de sécurité, le groupe Wagner. La société militaire privée, dont les autorités maliennes nient la présence mais dont les activités au Mali ont été confirmées à la fois par les autorités russes – par la voix du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov – et par différentes enquêtes de journalistes, est présente depuis le début 2022. Existence d'une base accolée à l'aéroport de Sénou-Bamako, sécurisation des institutions, appui au combat des FAMA : les « chiens de guerre » se sont dès lors singularisés par leur violence contre les civils, comme dans le triste épisode de Moura. Ils ont investi certaines bases (Tombouctou, Gossi, Ménaka...) rétrocédées par Barkhane, tentant même, dans le cas de Gossi, de décrédibiliser Barkhane en enfouissant à la hâte des corps près de la base. Le groupe Wagner s'est aussi illustré dans des actes de torture récurrents<sup>3</sup>.

3. M. Le Cam, « «Ce camp est devenu un centre de torture» : au Mali, l'armée et Wagner accusés d'exactions sur des civils », *Le Monde Afrique*, 13 mars 2022.

## L'enfer, c'est les autres...

La rupture avec la France s'accompagne d'une véritable rupture stratégique, et parallèlement à ce divorce d'autres signes clairs de réorientation se sont manifestés. Les autorités maliennes ont ainsi multiplié, à partir de 2021, les obstacles au déploiement de la Task Force Takuba. Cette entité, constituée de forces spéciales européennes, était un appendice de Barkhane et devait originellement se déployer sous le même statut des forces (*Status of Force Agreements*) que celui négocié pour Barkhane en 2014. Ces difficultés ont conduit plusieurs pays européens à annuler leur participation à cette force, ce qui a amené *in fine* à sonner son glas.

Face au déploiement du groupe Wagner sur le terrain en supplétif violent de l'armée malienne, les différents pays impliqués dans l'EUTM ont demandé des garanties à l'État malien, et en particulier que les unités des FAMA formées ne soient jamais engagées sur le terrain avec les éléments de Wagner. Bamako s'est refusé à donner cette garantie, jugeant même la demande européenne attentatoire à la souveraineté malienne. En avril 2022, l'Union européenne (UE) a donc arrêté son programme de formation.

Les autorités maliennes, dans leur volonté de reconquérir leur souveraineté nationale ont multiplié les mesures d'empêchement du survol aérien de plusieurs parties de leur territoire, créant des difficultés logistiques pour certains partenaires. Ainsi, en mai 2022, la rotation du contingent sénégalais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) s'est retrouvée bloquée en raison d'une interdiction de survol de l'espace aérien malien. Plus inquiétant, un des hélicoptères *Mi-35* maliens, peut-être piloté par un Russe, a envoyé en mars 2022 plusieurs roquettes à proximité d'un détachement britannique de la MINUSMA. Enfin, arguant du fait que la présidence tournante du G5-Sahel lui avait été refusée par les autres membres, le Mali déclarait en mai 2022 se retirer de toutes les composantes de l'organisation.

## Des relations régionales dégradées

Ce détricotage en règle est-il le reflet de la volonté malienne, ou l'une des conditions du déploiement du groupe Wagner sur le terrain ? Il est pour l'heure difficile de le savoir. Mais cette dégradation des coopérations sécuritaires doit évidemment être resituée dans le contexte de dégradation politique des relations avec les partenaires du Mali qui a précédé l'arrivée de la junte au pouvoir. Les voisins du Mali se plaignent du manque de fiabilité de Bamako depuis 2012. Nombre de recherches effectuées dans le cadre du G5-Sahel entre 2015 et 2020 pointaient la méfiance qu'inspirait le partenaire malien, vu comme un maillon faible. Ses relations avec le Niger et la Mauritanie ont toujours été difficiles. Si la junte qui s'installe au pouvoir à Bamako en août 2020 rassure ses partenaires pendant les premières semaines, affirmant vouloir respecter tous les engagements du pays et organiser une élection présidentielle en février 2022, le « coup d'État dans le coup d'État » de mai 2021 et les déclarations qui l'accompagnent viennent altérer la confiance. Les élections sont reportées *sine die*, la junte produit une feuille de route (février 2022) prévoyant une transition sur cinq ans.

Parallèlement, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga multiplie les déclarations ambiguës à l'égard des accords de paix d'Alger de 2015, censés organiser les modalités de sortie de crise. La CEDEAO réagit à ces différentes dérives en décidant de sanctions en janvier 2022, dont un spectaculaire embargo terrestre et aérien, exigeant un calendrier de retour à l'ordre institutionnel plus réaliste. Ces sanctions sont endossées par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) puis par l'Union africaine (UA). L'UE et les États-Unis approuvent de leur côté ces sanctions, tout en en mettant d'autres en place, plus ciblées.

\*\*\*

Cet isolement progressif du Mali génère, sur la scène politique intérieure, un nationalisme exacerbé contre la CEDEAO, contre les voisins, contre certains chefs d'État brocardés comme « valets de Paris » (Alassane Dramane Ouattara, Macky Sall ou Mohamed Bazoum), et en premier lieu contre l'ancienne puissance coloniale, jugée comme la source de tous les maux du Mali. Technique connue du bouc émissaire : les discours nationalistes se parent d'oripeaux panafricanistes et ont de plus en plus souvent tendance à désigner aussi des ennemis de l'intérieur.

Aggravation sécuritaire, isolement diplomatique, désignation des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, appui sur un allié aussi peu recommandable qu'une société militaire privée russe : certains spécialistes des conflits n'hésitent pas à alerter sur l'ambiance « pré-génocidaire » qui régnerait aujourd'hui à Bamako.

A. A.

#### Pour en savoir plus

- R. Idrissa, « Moura, ou “a problem from hell”. Comment la guerre entre deux faiblesses interdit la paix », *La Gazette perpendiculaire*, 7 avril 2022.
- T. Quidelleur, « Courtiser l'État et traquer les djihadistes : mobilisation, dissidence et politique des chasseurs-miliciens dogons au Mali », *Critique internationale*, n° 94, 2022.
- J. Thompson, C. Doxsee et J. Bermudez Jr., « Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali », *Center for Strategic & International Studies*, 2 février 2022.

